



الائتلاف العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION



RAPPORTS INTERNATIONAUX

DOLLARS DE L'ÉTAT ISLAMIQUE (DAECH)

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES PARTISANS AMÉRICAINS DE L'ÉTAT ISLAMIQUE (DAECH)





Rapports Internationaux

Une publication mensuelle de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme

Superviseur général

Le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi

Secrétaire Général de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme en charge

Rédacteur en chef

Ashour Ibrahim Aljuhani

Directeur du Département d'Études et des Recherches

Remarque: Les idées exprimées dans ce rapport représentent l'opinion de ses auteurs et pas nécessairement l'opinion de la CIMCT.

Conception, réalisation et édition

Société Taoq pour la Recherche et les Médias



Courriel: info@taoqresearch.org

Téléphone: +966 114890124



Dollars de l'État Islamique (Daech)

Analyse de la situation financière des partisans américains de l'État islamique (Daech)

La guerre contre l'organisation terroriste Daech prend diverses formes dont la guerre tous azimuts, comme ce fut le cas en Irak et au Nord-est de la Syrie, ou la guerre de lutte contre les partisans de l'organisation partout dans le monde. La Coalition mondiale et ses partenaires demeurent vigilants en ciblant le réseau terroriste en entier. Ce rapport publié par le «Programme sur l'extrémisme de l'Université George Washington» en septembre 2020, et développé par LORENZO VIDINO, JOHN LEWIS et ANDREW MINES, traite de la composante financière de l'organisation terroriste Daech (État Islamique) aux États-Unis d'Amérique entre 2013-2020, sur la base de faits de financement se rapportant à environ 209 personnes accusées d'affaires liées à Daech, ou ceux qui ont été condamnés aux USA pour implication au terrorisme. Il semble que la plupart d'entre eux aient laissé des traces visibles de leur financement et de leur intention de rejoindre l'organisation, mener des attaques locales ou soutenir l'organisation. La plupart de ces partisans ont été impliqués dans des crimes financiers mineurs.

Financement individuel mineur

La plupart des partisans américains de l'EI comptaient sur l'épargne personnelle pour collecter les petites sommes requises pour leurs activités terroristes, la plupart de ces personnes étant des employés de différents secteurs, et leurs salaires variaient de moyen à relativement bas, et dans certains cas, ils occupaient des postes à revenu élevé. Et comme la plupart des dépenses de financement (virement de petites sommes aux partisans de Daech à l'étranger, achat de billets d'avion ou d'armes légères) ne dépassaient pas les quelques milliers de dollars, la plupart d'entre eux ont pu garder leurs opérations financières confidentielles et n'ont pas eu recours à la fraude ou à l'emprunt.

Certains d'entre eux se sont engagés dans des activités de financement supplémentaires pour compléter leur épargne. Environ 23,4% des personnes incluses dans l'étude se sont engagées dans des techniques et processus juridiques (subventions, ventes d'actifs, crédits de qualité) et 6,7% ont eu recours à des méthodes illégales. Il a été noté que la plupart de ces partisans américains de l'EI utilisaient des méthodes simples, légales ou illégales. Seuls quelques-uns d'entre eux ont fait preuve d'une relative maîtrise de la fraude financière. Contrairement aux cas enregistrés en Europe, la plupart de ces Américains n'avaient pas de passé criminel. Sur les 209 cas inclus dans le rapport, seuls quatre étaient liés à des activités terroristes ou des crimes armés pour obtenir de l'argent, tels que les vols à main armée ou le trafic de drogue.

Les auteurs du rapport ont tenté de mettre en place une mesure pour différencier les activités de financement du terrorisme des transferts ordinaires entre individus pouvant paraître suspects aux non-spécialistes et aux experts.

Loi sur les finances et le contrôle

Les partisans de l'organisation terroriste Daech aux USA ont tendance à éviter d'utiliser les institutions bancaires officielles telles que les banques, et la plupart d'entre eux ont plutôt recours à d'autres moyens qu'ils jugent plus sûres pour dissimuler les traces d'identité, comme les crypto-monnaies ou compter sur d'autres personnes pour transférer de l'argent en leur nom.

La plupart des individus comptaient sur les fonds dont ils avaient besoin pour leurs activités liées à Daech de diverses manières, par exemple en s'appuyant sur des

liens de parenté ou d'amitié. Certains ont obtenu l'aide de nouvelles connaissances parmi les extrémistes sympathisants. Bien qu'un petit nombre d'Américains aient rejoint la Syrie, certains d'entre eux se sont appuyés sur des partisans de Daech à l'étranger, avec qui ils ont fait connaissance sur la toile et échangé de l'argent pour faciliter leur voyage en Syrie.

Quant aux échanges financiers directs avec de véritables agents étrangers de l'EI, ils étaient rares. Le rapport ne faisait référence qu'à un seul cas, dans lequel ces échanges visaient à soutenir une attaque terroriste nationale aux États-Unis. Contrairement à ce que certains croient, rien ne prouve que les organismes de bienfaisance ont été créés pour financer des organisations terroristes ou soutenir leurs membres financièrement ou tactiquement, ou ont été utilisés à cette fin.

La faible taille de l'empreinte financière des partisans de l'EI aux États-Unis est en soi une bonne nouvelle pour les autorités américaines. Mais cette rareté et ce manque de clarté déroutent. La nature des transactions financières de nombreux partisans de l'EI aux États-Unis constitue un défi pour les informateurs qui comptent souvent sur les transferts financiers pour piéger les individus associés au terrorisme. Ces transactions sont également utilisées comme éléments de preuve dans les poursuites. Cette rareté signifie un manque d'arguments juridiques pour poursuivre et condamner les suspects devant les tribunaux.

La loi sur le financement et le contrôle continu, mise en place suite aux attentats du 11 Septembre 2001, a fait ses preuves dans la lutte contre les délits financiers ces dernières années. Le rapport affirme que ces procédures juridiques nécessitent une révision minutieuse pour suivre l'évolution des réseaux terroristes et les développements techniques tels que le financement participatif en ligne, les crypto-monnaies, les transactions et le Dark web.

De nouveaux moyens de financement

Le financement du terrorisme concerne les fonds et les ressources collectés légalement et illégalement, stockés et transférés pour commettre des actes terroristes ou soutenir la logistique terroriste locale locaux ou internationale. Les terroristes et les extrémistes recherchent constamment à concevoir de nouvelles façons de se soustraire à la loi et les responsables chargées de contrôler les ressources et les flux de fonds sont confrontées à de grandes



difficultés, au vu des défis qui entravent la circulation des marchandises, de l'argent et des personnes à travers les frontières, et en raison de l'anonymat et du secret qu'offre Internet.

Les experts estiment que l'EI est le groupe terroriste le plus riche de l'histoire. Au plus fort de son contrôle sur de vastes zones en 2015, l'organisation disposait de plus de 6 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB de certains pays. La question qui se pose est de savoir comment cette organisation a pu instituer un fonds de guerre de cette taille? Et comment les superpuissances n'ont pas réussi à empêcher cela, en particulier dans l'environnement post-11 Septembre, surtout que les gouvernements et le secteur privé sont devenus plus professionnels dans la lutte contre le financement du terrorisme et la criminalité financière?

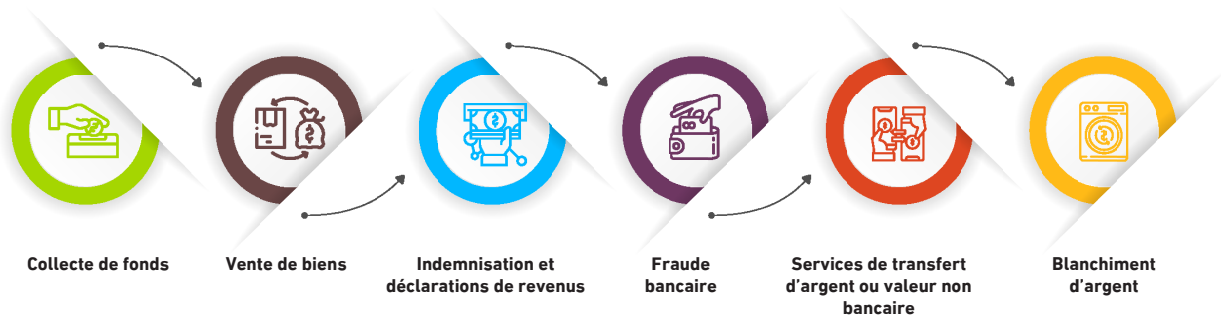
Bien que l'EI ait perdu son contrôle sur le terrain, elle dispose (même relativement) d'un pouvoir financier, les experts du dossier voient que les dirigeants en fuite de l'organisation possèdent des millions de dollars pris en Irak et en Syrie et utilisés pour investir dans des activités commerciales légitimes sous d'autres noms en Irak, en Syrie et en Turquie. Certains experts ont déclaré que certains dirigeants de l'EI ont acheté de grandes quantités d'or.

Les experts sécuritaires et les décideurs réalisent ainsi que l'EI et d'autres groupes terroristes ont toujours la capacité de recruter des adeptes et de financer des activités

criminelles, non seulement au Moyen-Orient, mais aussi aux États-Unis d'Amérique, ce qui garde l'organisation en vie, et pourra lui permettre de reconquérir de nouvelles terres si les conditions sont propices.

Sans être sûr, on pense que Daech contrôle deux milliards de dollars, provenant de dons privés, taxes, rançons et revenus commerciaux reçus lors de son règne entre 2014-2017. Ainsi, en juin 2014, l'EI a mis la main sur une énorme somme en liquide de 425 millions de dollars, après avoir investi la banque à Mossoul, en Irak. Ce flux financier a fait de l'EI le groupe terroriste le plus riche de tous les temps. Mais la source de revenus la plus fiable provenait des recettes fiscales des loyalistes et de l'exploitation des champs pétrolifères syriens et irakiens. Au plus fort de son prétendu califat, Daech vendait 100 camions de pétrole par jour, pour près de 30 millions de dollars par mois.

Notre rapport explique les méthodes de ceux qui ont tenté de soutenir Daech depuis les États-Unis d'Amérique, que ce soit en planifiant des attentats terroristes ou en collectant des dons pour de les remettre à des membres de l'intérieur, ou les envoyer en Syrie. Le rapport indique les moyens utilisés par ces personnes aux États-Unis pour lever et transférer des fonds et des actifs pour soutenir le groupe terroriste. Le rapport analyse également les différents types de réseaux ayant permis de soutenir financièrement ces individus et identifie nombre d'autres tendances clés de lutte contre le terrorisme.



Techniques de financement

Le ciblage des individus et des entreprises aidant au transfert d'argent à Daech augmente la pression sur l'organisation terroriste sur tous les fronts. Avec le soutien de la Coalition internationale, les forces de sécurité irakiennes et les Forces démocratiques syriennes continuent de cibler les dirigeants et les combattants de l'EI, attaquent et détruisent leurs cachettes, et confisquent leurs équipements, armes et explosifs utilisés dans leurs activités de sabotage.

Traque des transactions financières

Le rapport se base sur un ensemble de données officielles collectées au cours des enquêtes liées aux crimes financiers de l'organisation Daech en Amérique, sur une période de sept ans. Ces données sont extraites de dizaines de milliers de documents officiels d'affaires judiciaires aux États-Unis, dossiers du Ministère de la Justice, communiqués de presse spéciaux, demandes d'Acte de liberté d'informations, entretiens avec des experts en sécurité et articles de presse détaillés sur chaque individu inclus dans ce rapport. Les auteurs ont recueilli des données sur 209 personnes accusées de terrorisme et d'autres crimes aux États-Unis liés à l'EI. Le financement du terrorisme est un phénomène complexe, opaque et en constante évolution qui a attiré plus d'attention depuis le 11 Septembre 2001. L'organisation Al-Qaïda, qui a porté la bannière du terrorisme international dans les années 90 et la première décennie du XXIème Siècle, recevait environ 30 millions de dollars de financement par an, provenant de riches sympathisants de l'organisation. Quant à l'autre partie du financement, elle provenait d'organismes de bienfaisance qui collectaient des dons envoyés à l'organisation ou investis dans d'autres domaines. Quant aux techniques d'envoi d'argent, Al-Qaïda utilisait souvent des virements télégrammes vers les banques américaines. Ainsi, le groupe a financé toutes les dépenses des pirates de l'air du 11 Septembre, pour les voyages, la formation et la subsistance, et toute

l'opération a coûté environ un demi-million de dollars. L'élimination du financement du terrorisme est devenue l'un des fondements des stratégies antiterroristes de la communauté internationale. Les États-Unis ont investi d'énormes ressources pour lutter contre ce financement. Quelques semaines après les attentats terroristes, le gouvernement américain a pris des mesures importantes pour s'attaquer au problème au niveau national. Des lois strictes ont été adoptées autorisant le gouvernement américain à identifier et restreindre les avoirs étrangers, et à poursuivre les personnes et les entités impliquées dans le financement du terrorisme ou présentant un risque élevé de commettre de tels actes. Depuis, des centaines d'individus et d'entités classés par le Département du Trésor américain comme soutiens au terrorisme ne peuvent plus transférer de fonds ou contrôler des actifs matériels.

Illusion de couper court au financement

Sous la pression des attentats du 11 Septembre, les services de sécurité du gouvernement des États-Unis ont mis en place des unités spéciales pour traquer les crimes liés au financement du terrorisme. Les principales améliorations concernent la coopération accrue entre les services de renseignement et les agences concernées ont permis de neutraliser de nombreux canaux de financement illégaux.

En dépit des mesures importantes, des discours officiels et des efforts des décideurs pour extirper les racines financières du terrorisme, il est vite devenu clair que l'arrêt complet du financement du terrorisme n'était qu'une illusion, les terroristes ayant inventé d'innombrables façons de générer et de transférer de l'argent, en petites sommes, d'une manière quasiment impossible à détecter et à contrôler. Les autorités ont réalisé que les enquêtes officielles sur le financement du terrorisme peuvent être très complexes, et ces défis vont de la difficulté de suivre les fonds sur le vaste sol américain à la difficulté d'obtenir des preuves



matérielles décisives d'autres États pour prouver que l'individu ou l'organisation savait au préalable que les fonds virés devaient être utilisés pour financer des actes de terrorisme. C'est pourquoi il était difficile d'arrêter le flux d'argent ou de connaître les principaux clients de collecte et d'envoi d'argent.

Le système juridique strict mis en place après 2001 pour lutter contre le financement du terrorisme a été amendé au fil du temps. Mais, les terroristes et leurs sympathisants se sont rapidement adaptés et changé leur tactique, se livrant au jeu du chat et de la souris avec les informateurs cherchant à détecter et interrompre leur financement. Au cours des deux dernières décennies, les terroristes ont mis au point une multitude de méthodes alternatives de banking informel aux systèmes de paiement sur Internet pour le transfert et la collecte d'argent.

Ressources financières de Daech

En collaboration avec de nombreux partenaires internationaux, les États-Unis ont ciblé directement divers réseaux de financement à travers le monde. Ainsi, le 18 Novembre 2019, les États-Unis ont inclus deux agents de Daech en Turquie et quatre sociétés liées à l'organisation opérant en Syrie, en Turquie, dans le Golfe et en Europe, et les ont placées sur la liste du terrorisme pour leur soutien à l'organisation terroriste. En 2020, les États-Unis ont ciblé deux soutiens financiers de l'organisation en Syrie et en Turquie.

Puisque les recettes de Daech sont actuellement instables, étant incapable de contrôler les champs pétrolifères très rentables, taxer la population et chanter les particuliers et les sociétés commerciales,

l'organisation a œuvré pour avoir de nouveaux agents, collecter de l'argent et planifier diverses attaques. Il convient de noter qu'au moins 65 pays ont poursuivi ou arrêté des combattants terroristes étrangers ou leurs associés, ce qui a gravement handicapé l'infrastructure financière de l'EI.

L'organisation Daech a réussi à provoquer une nouvelle révolution dans de nombreux aspects du terrorisme, médiatiques et de financement. Elle a également réussi à occuper en Syrie et en Irak de vastes étendues de terres égales à la Grande-Bretagne, et établir un «quasi-état» pleinement fonctionnel. Elle a pu également contrôler d'énormes fonds à une échelle auparavant inimaginable pour n'importe quel groupe terroriste. De nombreux experts estiment que l'EI a été l'organisation terroriste la plus riche de l'histoire, dont le budget de guerre a atteint 6 milliards de dollars.

Daech s'est appuyé sur deux sources principales pour financer ses activités:

1. Chantage des civils et des institutions autorisées à opérer en Irak et en Syrie, et imposition de taxes.
2. Contrebande et vente de produits pétroliers.

L'organisation s'est également appuyée sur la mise à sac de banques et la sollicitation de dons auprès de ses partisans du monde entier. Elle a également eu recours aux enlèvements en échange de rançons, à la contrebande et à la vente d'antiquités, ainsi qu'à d'autres méthodes illégales. En plus des frappes aériennes alliées pour arrêter son avance vers d'autres régions et protéger les Yézidis, le souci était également de réduire les sources de revenus dont dépend l'EI. La Coalition a donc adopté des stratégies basées sur des



frappes aériennes ciblant les raffineries de pétrole, les pipelines, les camions citernes et l'infrastructure d'extraction de pétrole. De plus, les États-Unis ont imposé des sanctions aux acheteurs de pétrole extrait des territoires contrôlés par l'organisation. Pour compenser ces pertes, l'organisation a augmenté ses impôts sur les résidents des zones sous son contrôle. Cette vitalité a incité certains chercheurs à appeler les gouvernements à abandonner les lois antiterroristes traditionnelles décidées après le 11 Septembre n'affectant pas la plupart des organisations terroristes qui n'utilisent pas les systèmes bancaires officiels, déplacent leurs fonds en interne et les transfèrent via des systèmes non conventionnels, ce qui rend les moyens traditionnels de lutte contre le financement du terrorisme sans presque aucun effet.

Partisans américains de Daech

Au cours des dix dernières années, l'USA a été la cible de plus de 20 attaques terroristes, toutes inspirées par l'idéologie terroriste. Si l'on regarde le nombre de victimes, ce pays est le deuxième pays occidental le plus ciblé après la France. Quant au type d'attaques, la plupart ont ciblé les petits États américains, avec un minimum de planification, à l'exception de l'attaque de San Bernardino, en Californie, qui a fait 58 victimes et de nombreux blessés. Il est difficile d'établir les véritables intentions derrière ces attaques terroristes ou de les attribuer avec certitude à un groupe terroriste spécifique.

Souvent, les auteurs sont influencés par l'idéologie ou la rhétorique terroriste ou par les circonstances personnelles de l'assaillant, telle la santé mentale, ou les crises sociales et économiques.

Certains assaillants qui n'ont pas prêté allégeance à Daech ont affirmé avoir mené l'attaque, de leur propre gré, au nom de l'organisation.

Il est à noter que l'EI a revendiqué la responsabilité de sept attentats qui ont eu lieu aux États-Unis, et quoique l'organisation en ait revendiqué la responsabilité, les informateurs ont trouvé peu de preuves d'un lien direct ou indirect entre les auteurs et l'organisation terroriste. Dans certains cas, il y avait une communication directe via Internet avec des éléments de l'EI à l'étranger, mais la relation n'avait aucun rapport avec la planification. Daech appelait ses partisans à faire tout par eux-mêmes, de la planification, au financement et à la mise en œuvre.

D'un point de vue financier, l'analyse des attentats aux USA montre deux aspects importants: La décentralisation et la relative indépendance des auteurs par rapport aux organisations. Toutes les attaques ont coûté très peu d'argent, quelques milliers de dollars chacune. De plus, les auteurs menaient une vie normale, utilisant leur propre argent pour acheter des armes ou louer des voitures ayant servi à mener des attaques, et les experts n'ont trouvé aucune preuve de financement extérieur pour une attaque réussie.

Techniques de financement

À l'exception de certains cas, la plupart des partisans de Daech (EI) résidant aux États-Unis ont laissé une empreinte financière mineure de leurs activités, que ce soit pour voyager à l'étranger en vue de rejoindre l'organisation, mener des attaques locales ou soutenir l'organisation par d'autres moyens. Les sommes d'argent que ces Américains ont recueillies étaient modestes, et la plupart comptaient sur leurs économies personnelles pour payer les frais de soutien.

A) Dons légaux:

La plupart des partisans américains de l'EI ne voyaient pas la nécessité de se livrer à des activités illégales pour lever des fonds, se contentant de ce qui est légal, mais certains partisans ont mené des activités illégales considérées comme des crimes fédéraux. De nombreuses activités de collecte de fonds terroristes ne constituent pas de crime en soi, à moins qu'elles ne soient liées à un mobile terroriste. Voici des exemples juridiques de collecte de fonds:

1- Collecte de fonds: Se faisant auprès de sympathisants ou du grand public, c'est la méthode la plus courante pour collecter des fonds de manière légale, suivie par les partisans américains de Daech. La plupart de ces dons proviennent d'individus issus de réseaux de soutien préexistants et, dans un moindre cas, par de nouveaux réseaux que certains sympathisants ont récemment mis en place via Internet.

2- Vente de biens: Certains partisans du groupe résidant aux États-Unis ont vendu divers biens et actifs, pour financer leur voyage à l'étranger et rejoindre l'organisation. Les auteurs du rapport ont évoqué six cas de ce type, dont trois étaient liés à la vente d'une voiture individuelle pour acheter des billets d'avion, et un cas dans lequel l'auteur avait pu voyager et rejoindre l'EI.

3- Indemnisation et déclarations de revenus: Les auteurs ont également évoqué le cas d'un jeune partisan américain de Daech qui a reçu une indemnisation pour un accident de travail, puis utilisé cet argent pour se rendre en Syrie.

B) Dons illégaux:

Les transactions financières illicites sont très courantes parmi les terroristes en Europe. Et comme de nombreux terroristes européens ont un passé criminel, cela leur a permis de recourir à des activités criminelles pour collecter des fonds et les investir dans des affaires liées au terrorisme. En Amérique, la situation est différente,

toutefois, certains partisans américains de l'EI ont utilisé de méthodes illégales, comme de demander une aide financière illégale, vendre des armes, voler et vendre de la drogue, mais ils n'étaient pas aussi efficaces que leurs homologues européens.

Les terroristes européens avaient un passé criminel. Plus de 60% des terroristes néerlandais et allemands se sont livrés à une forme de crime avant de s'affilier à Daech, ce qui est le cas dans toute l'Europe occidentale. Seules 14 personnes aux États-Unis d'Amérique, soit 6,7% des 209 personnes de cette étude, avaient un passé criminel. Et ceux qui ont recouru à des méthodes illégales le sont beaucoup moins. Voici trois cas d'entre eux:

1- Fraude bancaire: Les experts ont mentionnés les cas de deux personnes qui ont recouru à la fraude bancaire pour financer l'organisation terroriste. L'un d'eux a déposé des «chèques» volés d'une valeur de 12000 dollars dans son compte personnel dans trois banques différentes en Californie, puis les a retirés en espèces et utilisés pour financer son voyage en Syrie. Mais il a été arrêté et inculpé de 26 chefs d'accusation de fraude bancaire et d'intention de rejoindre une organisation terroriste.

L'autre cas est celui de Zobia Shahnaz d'origine pakistanaise. Elle travaillait comme experte de laboratoire à l'hôpital de Manhattan pour 71000 dollars par an, et a pu frauder les institutions américaines et collecté plus de 90000 dollars, soit le plus grand cas de financement du terrorisme lié à Daech aux États-Unis. En 2015, Shahnaz a commencé à rechercher des informations sur Internet sur les moyens de rejoindre Daech et six mois après en janvier 2016, elle a quitté les États-Unis pour un voyage médical volontaire de deux semaines dans un camp de réfugiés en Jordanie, où l'EI avait eu un grand impact idéologique. Cependant, on ne sait pas si le but de son voyage était de contacter des membres de l'organisation, ou si ce contact avait eu lieu de façon fortuite dans le camp. Peu de temps après son retour aux États-Unis, elle a pu obtenir frauduleusement plus de 12 cartes de crédit bancaires. Elle a pu acheter plus de 62000 \$ en «crypto-monnaies» dont le Bitcoin, qu'elle a converties en dollars américains et déposés sur un compte courant à son nom. Puis elle a obtenu un passeport pakistanais et acheté un billet pour Islamabad, mais elle a été arrêtée avant de quitter le territoire américain à l'aéroport international John F. Kennedy en Décembre 2017. En Mars 2020, elle a été condamnée à 13 ans de prison pour soutien matériel à l'EI.

2- Services de transfert d'argent ou valeur non bancaire:

Le manque de devises unifiées pour transférer de l'argent a poussé les partisans de l'organisation terroriste Daech à préférer la méthode traditionnelle la plus simple et la plus courante de transfert d'actifs. En général, les services de transfert d'argent ou de valeur non bancaires (MVTs) ont reçu la part du lion parmi les transferts de partisans du terrorisme en Amérique. Le recours au Western Union et au MoneyGram étaient les méthodes préférées des partisans américains de Daech. Sur les 209 cas de financement enregistrés dans ce rapport, ces deux services ont été utilisés dans au moins 24 cas. Malgré les inquiétudes récentes concernant l'utilisation terroriste de ces plates-formes, les auteurs ont pris soin d'éviter d'utiliser les systèmes MVTs traditionnels, tels que les crypto-monnaies. Au lieu de transférer de l'argent à d'autres partisans, certains coupables ont choisi d'utiliser le Bitcoin pour soutenir l'EI d'abord, puis comme moyen de blanchir de l'argent obtenu illégalement, à la suite de fraudes bancaires et de cartes de crédit.

3- Blanchiment d'argent: Le rapport fait référence à un exemple d'individu résidant aux États-Unis qui a directement blanchi de l'argent au profit de l'EI. Il s'agit d'Al-Shenawi, 32 ans, qui s'est connecté via Internet avec un membre de l'organisation appelé Saif Sujan, présenté par l'intermédiaire d'un autre ami égyptien qui avait rejoint l'organisation terroriste en Syrie.

Sujan était l'un des experts de l'EI chargé de superviser les opérations électroniques de l'organisation. Pour diriger l'argent vers les recrues à l'étranger, Al-Shenawi a reçu son premier transfert de 1500 dollars

en Mars 2015 et a été invité à utiliser l'argent pour acheter du matériel spécifique. Al-Shenawi a utilisé une partie de cet argent pour acheter un téléphone, un ordinateur portable et un VPN afin de communiquer en toute sécurité avec le groupe et d'autres affiliés. Sujan a continué d'envoyer diverses sommes directement à Al-Shenawi via PayPal et des virements sur Western Union, et d'autres courtiers au Bangladesh, Turquie et Égypte. Au total, il a collecté environ 8700 \$ en quatre mois, et il a convenu avec Sujan d'utiliser ces fonds pour mener une attaque terroriste au nom de l'organisation terroriste sur le sol américain.

Réseaux d'expédition et d'assistance

Alors que certains auteurs inclus dans cette étude portaient des objets de valeur avec eux lorsqu'ils se rendaient pour rejoindre Daech, d'autres ont expédié du matériel à des amis qui les avaient précédés pour rejoindre l'organisation. Le rapport cite des exemples d'amis américains d'origine bosniaque qui ont tenté d'expédier du matériel à une personne nommée Hafez Al-Amri, ayant quitté les États-Unis en Mai 2013 pour rejoindre Daech en Syrie. Les auteurs ont pu amasser environ 8500 \$ de diverses manières. Ce petit réseau d'Américains bosniaques a collecté des dons coordonnés, puis a tenté d'envoyer l'argent.

Il a également tenté d'expédier du matériel en Syrie, notamment du matériel tactique, des vêtements militaires, des bottes de combat, des accessoires d'armes à feu et d'autres articles tels que du chocolat chaud. La valeur de l'équipement qu'ils ont acheté était de 2500 \$, et ils ont envoyé les 6000 \$ restants par virement sur Western Union. Enfin, ils ont été arrêtés et quatre d'entre eux ont





été condamnés à des peines de prison allant de 36 à 96 mois de prison. Deux d'entre eux ont avoué leur crime et sont toujours en attente de jugement.

Après avoir expliqué comment les partisans américains de l'organisation Daech collectaient des fonds par des moyens légaux et illégaux, et comment ils utilisaient ces ressources pour soutenir l'organisation terroriste ou ses activités spéciales, le rapport souligne la nécessité de focaliser sur les réseaux de soutien, pour déterminer si chaque individu a agi seul pour collecter l'argent ou s'il s'est appuyé sur d'autres personnes, et qui sont ces personnes dans le cadre du réseau. Le rapport distingue quatre cas de réseaux de soutien financier: L'absence de réseaux de soutien formels, le recours à des réseaux de soutien déjà existants, la création de nouveaux réseaux de soutien et la mise en place de réseaux de soutien direct avec des partisans de Daech à l'étranger.

Résultats du rapport

La bataille contre l'organisation terroriste Daech a utilisé de tous les moyens et ne s'est pas limitée à l'Irak et à la Syrie, mais s'est déroulée partout dans le monde. Les États ont essayé de paralyser complètement cette organisation et de couper tous ses modes de financement, même les sommes modiques d'argent qui provenaient de ses partisans à travers le monde.

Ce rapport a prouvé que le financement du terrorisme lié à l'organisation terroriste Daech aux États-Unis reste un phénomène limité. Les partisans de cette organisation aux États-Unis ont tendance à collecter et à transférer des fonds de manière simple et traditionnelle, et la plupart des virements étaient de petites sommes ne dépassant pas des milliers de dollars, à l'exception de certains cas, et la plupart des transactions à l'intérieur des États-Unis ont eu lieu entre peu d'individus qui essayaient d'éviter le système bancaire.

Bien que les lois strictes adoptées après les attentats du 11 Septembre aient contribué à la détection rapide de nombreux partisans de l'organisation terroriste Daech, les auteurs estiment que le système de surveillance et de suivi en Amérique doit être réinitialisé et modernisé pour suivre l'évolution constante et renouvelée dans le domaine technique et tactique des réseaux terroristes, en particulier ceux actifs de longue date tels que le groupe terroriste chiite du Hezbollah, qui dispose d'un appareil financier plus sophistiqué sur le sol américain.

Les flux de revenus de Daech sont devenus instables en raison de sa perte du contrôle territorial qui lui permettait dans le passé d'accéder à des gisements de pétrole lucratifs, de s'adonner au chantage et de lever des impôts sur les résidents et les entreprises. Au cours des trois dernières années, la coalition internationale a ciblé une trentaine de banques et centres financiers affiliés à l'EI et détruit des dizaines de millions de dollars d'actifs liquides de l'organisation. L'État Islamique avait pu disposer des centaines de millions de dollars de revenus annuels provenant des ventes de pétrole et des cultures agricoles, et d'imposer des taxes à la population locale dans les zones sous son contrôle en Irak et en Syrie.

En dehors de l'Irak et de la Syrie, l'organisation s'est appuyée sur des partisans et des sympathisants, et sur les attaques de réseau à faible coût visant à préserver sa marque internationale. Et afin d'obtenir des ressources financières, ses partisans ont utilisé une combinaison de technologies modernes disponibles et d'autres méthodes traditionnelles, dans le but, soit de fournir un soutien financier de loin, soit de rejoindre l'organisation terroriste dans les zones de conflit et sur les champs de bataille, ou de lancer des attaques sur le sol des États-Unis d'Amérique.

SEPTEMBER 2020

Dollars for Daesh

Analyzing the Finances of American
ISIS Supporters



LORENZO VIDINO
JON LEWIS
ANDREW MINES

Program on Extremism
THE GEORGE WASHINGTON UNIVERSITY

NCITE NATIONAL COUNTERTERRORISM
INTELLIGENCE CENTER
THE GEORGE WASHINGTON UNIVERSITY

DOLLARS DE L'ÉTAT ISLAMIQUE (DAECH)

**ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES PARTISANS
AMÉRICAINS DE L'ÉTAT ISLAMIQUE (DAECH)**

Published By
program on extremism
www.extremism.gwu.edu







التحالف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION